

Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix (1914-1929)*

Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2015, 535 p.

Christophe Bellon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/7828>
ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Christophe Bellon, « Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix (1914-1929)* », *Histoire Politique* [En ligne], Comptes rendus, mis en ligne le 11 mai 2017, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/7828>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Tous droits réservés

Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix (1914-1929)*

Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2015, 535 p.

Christophe Bellon

RÉFÉRENCE

Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix (1914-1929)*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2015, 535 p.

1 Le 11 novembre 1918, les Alliés, vainqueurs de la guerre, réagissent avec liesse à l'annonce de l'Armistice. La population légitimement enjouée célèbre alors la fin du premier conflit mondial. Mais la paix se substitue-t-elle pour autant à la guerre ? Rien n'est moins sûr et les années qui suivent vont montrer précisément les difficultés de sa mise en place. Clemenceau, clairvoyant bien qu'heureux de se voir fêté en « Père la Victoire », ne dit pas autre chose : « Nous avons gagné la guerre, mais maintenant il va falloir gagner la paix, et ce sera peut-être plus difficile. »



2 Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Paris 1, Jean-Michel Guieu le montre avec brio au fil d'une très solide étude que les éditions du Seuil consacrent à cette période de l'histoire contemporaine de la France, coincée entre les débuts de la Grande Guerre et les prémices de la crise économique mondiale, en 1929. La difficulté de construire la paix y apparaît clairement développée. Ce défi est relevé par l'auteur avec d'autant plus de mérite que cette période du premier tiers du XX^e siècle a déjà été largement étudiée par les plus illustres de nos historiens français. Autre mission accomplie : celle de synthétiser, et de dépasser l'approche historiographique de la guerre qui, en période de commémoration du centenaire des combats, regorge pourtant de références en publications diverses. La démonstration de l'auteur reste de bout en bout très convaincante. L'historien de la paix a su fonder son propos et ses propres convictions sur une bibliographie précise, renouvelée et abondante, dont l'accès est facilité par une citation directe dans le texte.

3 Cette somme de 541 pages est d'abord un précis d'érudition sur la guerre et ses lendemains, des lendemains qui, appelés pourtant « années folles » ou « *Roaring Twenties* », ne chantent pas tant que cela. Cette « nouvelle histoire de la France contemporaine » est un guide historique, construit comme un *vade-mecum* de l'historien particulièrement intéressé par les années 1920, période de prédilection de Jean-Michel Guieu.

4 Il y a certes un certain nombre de passages obligés, de véritables lieux de mémoire, sur lesquels l'auteur ne pouvait bouleverser les connaissances actuelles : la notion d'Union sacrée, qui ouvre la réflexion, les poilus et le sacrifice de leur personne au front, la chronologie des combats, dans une certaine mesure la culture de guerre, revisitée par l'école de Péronne ces dernières années. Les négociations en vue des traités de paix et, plus largement, la politique diplomatique des années 1920 étaient connues et ce, d'ailleurs, grâce aux travaux antérieurs de l'auteur¹.

5 Mais Jean-Michel Guieu innove à maintes reprises dans son récit : sur les organisations pacifiques et les tentatives de paix durant le conflit – l'auteur y a consacré un colloque récent² ; sur un thème en corrélation, les buts de guerre ; sur l'état de l'opinion, à

l'entrée et à la sortie de la guerre. Les différents focus proposés sur des points précisément identifiés de l'historiographie apportent à la présentation générale de la période des illustrations bienvenues. D'abord sur la guerre elle-même, point de départ de la réflexion. C'est le cas pour les nouvelles armes utilisées et leur influence sur la manière de combattre : il s'agit de « sortir de l'enlisement ». En contrepoint, l'évocation de la fraternité des tranchées et leur analyse sociologique reflètent une véritable culture de guerre, liée aussi au consentement national aux épreuves ou « l'impôt du sang », comme aux impératifs économiques.

- 6 L'auteur consacre à la fabrique de la paix cinq des sept chapitres de l'ouvrage, abordant ainsi un sujet dont il est le spécialiste français. La « paix par la victoire » ne suffisant pas, il démontre que l'après-1919 reste suspendu à l'espoir d'un monde nouveau, qui passe d'abord par « l'immense tâche de la reconstruction ». En cela, il est d'abord difficile de sortir des réflexes que la guerre a nécessités et suscités : l'Union sacrée continuée est un échec, comme le rappelle l'histoire du premier Bloc national républicain, celui de Millerand et de Leygues. On ne gouverne plus en temps de paix comme la guerre l'a imposé pendant quatre ans : le Parlement souhaite se libérer de ces contraintes-là et ne plus donner au pouvoir exécutif, « la confiance dans la nuit » (Laurent Bonnevay). Aussi, ce que l'auteur appelle au début du chapitre IV (pour la période 1919-1920), de manière abusive, « le triomphe du parlementarisme » est surtout le souhait des élus de voir, à nouveau, comme avant 1914, le parlement triompher et dominer le processus de prise de décision politique. Or, ce n'est pas encore la réalité. Il faudra attendre quelques mois.
- 7 Ce souhait est orchestré, en large partie, par Aristide Briand³, à qui Jean-Michel Guieu, en historien de la paix, attribue une large place, à rebours de ses prédécesseurs, historiens des relations internationales, qui avaient sous-estimé la clairvoyance et la cohérence de la démarche du ministre, au-delà de ses allures nonchalantes. Profitant de « l'esprit des années folles », Briand eut à cœur de discerner les enjeux, souhaitant sans cesse faire la part des choses, dans un balancement constant entre intransigeance et compromis. Nourri de culture politique républicaine et attaché aux institutions sorties victorieuses de la guerre, il conditionne le retour du « Parlement de l'éloquence » (Nicolas Roussellier) dans le jeu de la décision politique à une politique nouvelle fondée sur les aspirations populaires, vibrant à l'unisson du « plus jamais ça ». La paix est donc censée s'appuyer sur l'Europe, dont le socle, presque le préalable, est le rapprochement franco-allemand, bien décrit par l'auteur. Lequel nous rappelle que c'est à Wiesbaden, dès 1921, qu'est né cet espoir durable de paix, face aux déceptions anglaises et américaines. Ces deux nations, « titans fatigués », ne souhaitant plus lier leur destin au vieux continent.
- 8 Si le retour de Poincaré agit en sens inverse, entre 1922 et 1924, notamment par un durcissement progressif de la politique française à l'égard de l'Allemagne, Briand accompagne la véritable sortie de l'après-guerre, à son retour au Quai d'Orsay pour sept années ininterrompues, à compter de 1925. Obsédé par la sécurité collective, attaché aux réalités démographiques sur lesquelles se penche longuement l'auteur (« La France doit faire la politique de sa natalité »), poussé par l'espoir populaire et le poids des anciens combattants, le ministre français des Affaires étrangères souhaite « mettre la guerre hors la loi » et promouvoir une Union fédérale européenne, structure nécessaire au monde nouveau tant espéré, et qu'il veut contribuer à construire. Cet optimisme, qui est en fait un réalisme, soumis parfois au doute mais dopé par l'espérance, est renforcé

par la prospérité industrielle retrouvée où la croissance permet d'espérer de demain mieux que d'hier.

- 9 Jean-Michel Guieu insiste, à raison, sur la dimension culturelle des « années folles » dont l'esprit accompagne les efforts de changement, de l'architecture novatrice de Mallet-Stevens à la littérature zélée que *La Garçonne* de Victor Margueritte révèle. L'effervescence de ces années d'après-guerre est ici remarquablement décrite. Le rôle des femmes, qui n'ont toujours pas le droit de vote, devient majeur dans la construction de la paix et dans la société elle-même. Maria Vérone, présidente de la Ligue française pour le droit des femmes, symbolise leur parole et défend leurs droits, comme le rappelle Jean-Michel Guieu, même s'il faut indiquer que la France ne connaît pas de véritable mouvement féministe. L'évolution du vêtement féminin, par exemple, atteste du rôle de la mode et du goût retrouvé – et nécessaire – pour une forme d'insouciance que Gabrielle Chanel en France, a essayé d'incarner : « Débarrassé des entraves du corset, des vêtements longs et ajustés, des chapeaux encombrants et parfois même des chignons, le corps féminin peut bouger. »
- 10 Chemin faisant, à l'allure où se construit la paix, la démonstration de Jean-Michel Guieu est progressivement élaborée et, partant, le vœu de stabiliser une société française angoissée. Moderne et dynamique à la fin des années 1920, la France connaît cependant des difficultés qui pèsent sur sa compétitivité et l'évolution des mentalités. L'auteur souligne « la frilosité » qui, dans le pays, l'emporte sur « la hardiesse », malgré le renouveau des idées et les efforts de réflexion intellectuelle. On observe l'épuisement du modèle républicain dans un régime, bientôt cinquantenaire, qui semble de moins en moins capable de s'adapter aux défis de la paix, et engendre de nouvelles contestations qu'illustrent les ligues ou la création du Parti communiste français. Sur le plan économique, de nombreux défis restent à relever, au crépuscule des années 1920 : la démocratie française est malthusienne ; la main-d'œuvre manque ; les paysans et les ouvriers ont un niveau de vie qui ne progresse que faiblement, alors que les couches moyennes connaissent un déclasserment.
- 11 Il n'en reste pas moins qu'avec le basculement de la France rurale vers la France urbaine, notre pays semble avoir retrouvé une forme de stabilité, la paix étant enfin conquise. En 1929, la période de la guerre et de l'après-guerre se referme. Cette année-là, tout semble présager d'un avenir plus serein en France et en Europe. On entend d'abord Winston Churchill déclarer : « Les perspectives de paix n'ont jamais été meilleures depuis cinquante ans. » À la suite de l'« Esprit de Locarno » et du rapprochement franco-allemand, la conférence de La Haye apporte ensuite un règlement définitif au difficile problème des réparations et annonce l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Enfin, André Tardieu, président du Conseil français, va dans le même sens : « La plupart des problèmes aigus que la guerre nous avait légués sont aujourd'hui résolus. »
- 12 C'était naturellement sans imaginer que la crise économique mondiale, partie de Wall Street lors du jeudi noir d'octobre, allait dévaster l'Europe et ouvrir un nouveau chapitre de son histoire, en la plongeant dans les « années noires ». Ce qui, à nouveau et comme l'a parfaitement montré l'auteur, rappelle que l'entre-deux-guerres n'est pas réductible aux années 1930. La décennie 1920, en dépit de l'échec de ses efforts vers un monde pacifié et stabilisé, a usé de toutes ses faibles forces retrouvées pour tenter de donner un visage à ses idéaux pacifistes. Elle aura forcé l'espoir à naître en y croyant.

NOTES

1. Jean-Michel Guieu, *Le Rameau et le Glaive. Les militants français pour la Société des Nations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.
2. Colloque international « Pratiques et imaginaires de Paix en temps de Guerre 1914-1918 », sous la direction de Jean-Michel Guieu et de Stéphane Tison, La Flèche, 14, 15 et 16 octobre 2015 [actes à paraître en 2017].
3. Christophe Bellon, *Aristide Briand. Parler pour agir*, Paris, CNRS Éditions, 2016.